



Brugge

College of Europe
Collège d'Europe



Natolin

www.coleurope.eu

Adina Crişan

La Russie dans le nouveau Grand Jeu énergétique en Mer Noire: Nabucco et South Stream ou "l'art du kuzushi"

Bruges Political
Research Papers

© Adina Crişan, 2008

Cahiers de recherche
politique de Bruges

No 9 / 2008



College of Europe
Collège d'Europe

Brugge



Natolin

European Political and Administrative Studies
Études Politiques et Administratives

Bruges Political Research Papers / Cahiers de recherche politique de Bruges
No. 9 / 2008

La Russie dans le nouveau Grand Jeu énergétique en Mer Noire: Nabucco et South Stream ou
“l’art du kuzushi”

Adina Crişan

© Adina Crişan, 2008

European Political and Administrative Studies/
Études Politiques et Administratives
Dijver 11, B-8000 Brugge, Belgium
www.coleurope.eu/pol

À propos de l'auteur

Adina Crişan est diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Reims (2006), de l'Université Paris-Sorbonne (Master 2 recherche Histoire, 2007) et du Collège d'Europe, campus de Bruges (Master spécialisé en Etudes politiques et administratives européennes, 2008). Elle est actuellement assistante académique au sein du Département d'Études Politiques et Administratives Européennes du Collège d'Europe (Bruges).

Cet article reflète l'opinion personnelle de l'auteur. Je tiens à remercier Prof. Dr. Dieter Mahncke, Prof. Dr. Michele Chang, Mathieu Rousselin et Pascal Fendrich pour leurs précieux conseils.

Coordonnées:

adina.crisan@coleurope.eu

Équipe éditoriale

Michele Chang, Jörg Monar, Ewelina Boguslawska, Pascal Fendrich, Elisa Molino, Francesco Napolitano et Adina Crişan

Dijver 11, B-8000 Bruges, Belgique | Tel. +32 (0) 50 477 281 | Fax +32 (0) 50 477 280 | email mchang@coleurop.eu | website www.coleurope.eu/pol

Les opinions exprimées dans les Cahiers de recherche politique de Bruges ne représentent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'équipe éditoriale ou celles du Collège d'Europe.

Abstract:

Ce papier a comme but de démontrer que la Russie a mieux accompli que ses adversaires ses objectifs dans le nouveau Grand Jeu énergétique en Mer Noire. Ce dernier est une compétition qui se déroule actuellement en Mer Noire entre la Russie et l'Union européenne soutenue par les Etats- Unis. Il a comme principal enjeu l'énergie. La Mer Noire est devenue une zone hautement stratégique après l'éclatement de l'ex-URSS et suite à l'élargissement des structures euro- atlantiques à l'Est. Seule mer ouverte de la région, elle constitue un carrefour des flux d'énergie d'Asie Centrale, de Russie et du Moyen Orient vers les marchés européens. En Mer Noire, le nouveau Grand Jeu énergétique prend la forme d'une compétition entre deux gazoducs, l'un soutenu par la Russie (South Stream) et l'autre par les occidentaux (Nabucco). Tandis que ces derniers veulent diversifier leurs sources d'approvisionnement et de transport, la Russie cherche à court-circuiter les projets européens dans le but de garder le pouvoir d'influence et de nuisance que lui confère l'arme énergétique.

La Russie a réussi à se positionner pour devenir un partenaire indispensable pour Nabucco. Elle a verrouillé les possibles sources d'approvisionnement du Caucase et le *hub* de Baumgarten en Autriche, point d'arrivée de Nabucco, qui est désormais la propriété d'une joint-venture russo-autrichienne. Le projet South Stream avance rapidement, alors que la mise en fonction de son concurrent est retardée d'un an pour la troisième fois consécutive. Il apparaît que Nabucco ne peut plus se faire dans sa version initiale. Si les occidentaux désirent toutefois l'édifier, il faudrait compter sur la présence de la Russie, à un moment ou autre de la chaîne logistique. Cependant, la nouvelle donne des relations russo-européennes laisse mal présager une collaboration dans le futur proche.

Le 1er janvier 2006 la question de l'énergie s'inscrit de façon brutale et forcée sur l'agenda de l'Union européenne (UE). La crise russo-ukrainienne autour des prix préférentiels du gaz fait des victimes collatérales parmi certains Etats membres qui en sont touchés de manière indirecte. L'Union, le géant économique, s'avère un nain énergétique. Grand consommateur et petit producteur en déclin, l'UE est dépendante des importations énergétiques et notamment de la Russie.

La crise de 2006 a exacerbé les interrogations concernant la politique russe. L'idée selon laquelle la Russie souhaiterait utiliser ses ressources énergétiques comme un outil de reconquête de son ancienne puissance apparaît pour des nombreux spécialistes comme une grille de lecture crédible de la politique russe.¹ La flambée des prix du brut a transformé la Russie en une sorte de nouvelle "superpuissance énergétique"² consciente de son attribut de pouvoir dans le contexte de la raréfaction de l'offre, de l'augmentation de la demande et de l'accroissement des tensions géopolitiques dans les pays producteurs. Ses ressources énergétiques contribuent au retour de la Russie dans le concert des grandes nations après une "humiliante" décennie 90. L'énergie est devenu un outil de politique étrangère, une sorte "d'arme fatale"³ dans le *voisinage proche*, où la Russie entend revenir après être partie politiquement. Cependant, l'arme énergétique est à utiliser avec modération envers l'Union européenne. S'il est vrai que l'Union et notamment certains pays ont besoin du gaz russe, il est tout aussi vrai que la Russie a besoin du marché européen et de la technologie occidentale pour explorer ses nouveaux gisements. A ce titre, une interdépendance entre l'UE et la Russie existe, mais celle-ci se révèle "asymétrique"⁴ tant que l'Union n'aura pas diversifié ses sources d'approvisionnement et de transport. Le projet de gazoduc Nabucco s'inscrit dans une logique d'accès direct aux richesses énergétiques de la Caspienne sans passer par

¹ Voir notamment les écrits de Vladimir Socor à ce sujet.

² Georgi Derluguian, cité dans Mark Leonard & Nicu Popescu, *A Power Audit of EU-Russia Relations*, European Council on Foreign Relations, Londres, novembre 2007, p. 12.

³ Arnaud Dubien, "L'énergie, l'arme fatale de Kremlin", *Politique Internationale-La revue*, n.111, printemps 2006.

⁴ Mark Leonard & Nicu Popescu, *op. cit.*, p. 7.

l'intermédiaire de la Russie. Lancé en 2002 par un consortium mené par l'autrichien Österreichischen Mineralölverwaltung (OMV) dans un but commercial, il gagne une dimension politique et stratégique en 2006, avec la crise ukrainienne.

Le retour aux anciens schémas de rivalité géopolitique place la Mer Noire au coeur d'un nouveau Grand Jeu énergétique entre russes et occidentaux dont l'enjeu est de nature *géoéconomique*, à savoir la sécurisation des approvisionnements en ressources énergétiques à travers la construction d'infrastructures dans l'espace post-soviétique. Pour défendre ses intérêts, la Russie lance une contre-offensive proactive contre Nabucco. D'abord, elle périlclite la source d'approvisionnement potentielle de Nabucco. Moscou lance ensuite en juin 2007 son propre projet, baptisé South Stream. Celui-ci doit transporter le gaz russe et turkmène vers l'Europe continentale, à l'aide d'une conduite sous la Mer Noire. Enfin, elle s'emploie à attirer les partenaires de Nabucco dans South Stream. La Russie, motivée par la "quête de pouvoir et de contrôle",⁵ cherche ainsi à s'assurer le monopole du transport et entreprend de contrôler l'approvisionnement de l'UE tant par le nord et par le sud.⁶ A ce sujet, le projet South Stream doit être compris comme le pendant du Nord Stream, son équivalent dans la Baltique, qui doit relier la Russie directement à l'Allemagne.

Ce travail s'attachera à répondre aux questions suivantes: quels sont les intérêts énergétiques russes et européens dans la Mer Noire? Dans quelle mesure la Russie est-elle parvenue à court-circuiter Nabucco? Le caractère novateur de ce papier réside dans l'analyse de ces questions sous un angle à la fois économique et politique. Les questions énergétiques ont été auparavant analysées soit sous un angle économique, soit sous un angle géopolitique. Alors que la dernière approche tend souvent vers le fatalisme, la première perd de vue les enjeux politiques qui restent néanmoins importants.

⁵ Mark Leonard & Nicu Popescu, *op. cit.*, p. 8.

⁶ Vladimir Socor, "South Stream Gas Project Defeating Nabucco by Default", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 5 mars 2008.

Il sera démontré que pour le moment la Russie a accompli son objectif vis-à-vis de Nabucco. La métaphore du “kuzushi”⁷ sera utilisée au cours de cette analyse afin d’expliciter la tactique russe dans la confrontation pontique. En judo, le kuzushi désigne l’art de déstabiliser un adversaire plus fort de manière quasi irrémédiable avec un minimum d’efforts.⁸ Cette posture caractérise la tactique mise en place par Vladimir Poutine dans le nouveau Grand Jeu énergétique. L’ancien Président russe et actuel Premier ministre est le co-auteur de “Histoire, théorie et pratique du judo”, où il explique “qu’au lieu de résister à l’assaut de l’adversaire, il suffit de se dérober à la dernière seconde pour que celui-ci, subitement privé de résistance, se retrouve à terre, emporté par son propre élan”.⁹

1. La Russie, sa politique énergétique et son application en Mer Noire

1.1 La politique énergétique russe

La Russie a une politique énergétique arrêtée, dont les buts se situent à la frontière de l’économique et du politique. Vladimir Poutine en est le principal artisan.¹⁰ Dans sa vision, l’énergie est une ressource stratégique, un moyen pour que le pays retrouve sa place dans le concert des nations. C’est l’Etat qui doit exploiter les ressources énergétiques, par l’intermédiaire des grandes entreprises intégrées verticalement, que Poutine appelle à constituer.¹¹ Les bénéfices de ces entreprises seront re-injectés dans le développement des secteurs sinistrés de l’économie russe afin de la moderniser et de la rendre plus compétitive.¹²

⁷ La référence au kuzushi est empruntée à Renaud François. Il développe un parallèle entre la tactique de Vladimir Poutine et cette posture d’arts martiaux dans son article “Gazprom et Poutine conquièrent le cœur de l’Europe”, *Regard sur l’Est*, 1er décembre 2007.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Arnaud Dubien, *op .cit.* Vladimir Poutine exposa les grands principes de sa politique énergétique dans sa thèse de doctorat intitulée “*La planification stratégique du renouvellement de la base minérale et de matières premières de la région de Leningrad dans le contexte du passage à une économie de marché*”.

¹¹ Harley Balzer, *op. cit.*

¹² *Ibid.*

Ces principes furent mis en pratique à partir de 2000, date à laquelle Vladimir Poutine arriva au Kremlin. La renationalisation des ressources énergétiques fut conduite dans une logique politico-économique: réduire le pouvoir des oligarques de l'ère Eltsine et rééquilibrer les rapports entre l'Etat russe et les entreprises étrangères.¹³ Le résultat fut l'accroissement du monopole de production de Gazprom.¹⁴ La renationalisation des ressources n'est pas une pratique propre à la Russie, elle est au contraire répandue dans les grands pays producteurs. Ce qui est propre à la Russie c'est la méthode légaliste utilisée pour y arriver.¹⁵ Grâce à de complexes montages financiers et sous couvert d'un simulacre de légalité l'Etat russe se réapproprie les gisements prometteurs dont les licences d'exploitation furent cédées à des entreprises étrangères pendant l'époque Eltsine.¹⁶ Ce système est le symbole même de la doctrine de "démocratie souveraine"¹⁷ prônée par Kremlin. Il fut utilisé dans des nombreux cas, dont notamment celui de "Sakhaline 2". L'Etat russe y invoqua le non-respect des normes environnementales et menaça de retirer la licence d'exploitation. Face à la pression, Shell, le détenteur de la licence d'exploitation, accepta de vendre à Gazprom la moitié plus une des actions de la société exploitant le gisement de "Sakhaline 2" à un prix inférieur à celui du marché.¹⁸

Le contrôle par l'Etat des infrastructures énergétiques internes vint compléter la politique poutinienne. La même méthode légaliste fut utilisée pour protéger le monopole du transport et du transit que possède Gazprom.¹⁹ La loi du 5 juillet 2006 confère en effet à Gazprom le monopole d'exportation puisqu' aucune autre entreprise n'a désormais le droit d'exporter du gaz de Russie vers les marchés étrangers. De plus, les autorités refusent de

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Arnaud Dubien, *op. cit.*

¹⁵ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 22.

¹⁶ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 25.

¹⁷ Mark Leonard & Nicu Popescu, *op. cit.*, p. 12.

¹⁸ Le montant de l'opération est égal à 7,45 milliards de dollars selon Alain Guillemoles, "Gazprom, un géant au service du Kremlin", *Politique internationale - la Revue*, No. 116.

¹⁹ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 23.

ratifier la Charte de l'énergie et le Protocole de Transit, dont la Russie est signataire, sauf vote favorable par la Douma.²⁰

La politique poutinienne aboutit au renforcement de Gazprom, devenu le nouvel instrument de la puissance russe.²¹ La compagnie cherche d'ailleurs à étendre à l'extérieur son monopole de transport en reprenant le contrôle des tronçons de gazoducs situés dans les pays de transit de la Mer Noire afin de "sécuriser davantage les voies d'exportation"²² du gaz russe et d'augmenter l'influence politique russe dans son *voisinage proche*. Les récentes crises entre Moscou et Kiev/Minsk s'agissant du prix du gaz illustrent bien cette politique. Le géant russe mit les pieds au Belarus, où le Président Loukachenko accepta de lui vendre 50% plus une des parts de la compagnie nationale en échange du maintien de prix préférentiels. S'il n'a pas encore réussi à acquérir les tronçons de gazoducs ukrainiens, Gazprom a néanmoins retiré son principal atout à l'Ukraine grâce à un subtil montage juridique qui prévoit la différenciation des contrats de transit et des contrats d'approvisionnement.²³

Avec l'aide du Kremlin, Gazprom s'est aussi employé à accroître sa présence en aval sur des nombreux marchés situés dans des zones que la Russie considère comme "prioritaires"²⁴: le *voisinage proche* et le marché occidental. Gazprom alloua 14 milliards de dollars à cette activité entre 2003-2005.²⁵ La stratégie d'expansion utilisée est basée sur l'installation de filiales marketing, l'achat de participations dans des sociétés locales et la création de joint-ventures avec des partenaires nationaux.²⁶

Dernièrement, Gazprom semble privilégier les alliances basées sur les échanges d'actifs. Gazprom préfère cette méthode puisqu'elle permet d'impliquer des entreprises

²⁰ Keith Smith, *Russian Energy Policy and its Challenge to Western Policy Makers*, juin 2007, p.4 http://www.csis.org/index.php?option=com_csis_congress&task=view&id=235, consulté le 3 mars 2008.

Le Protocole démonopoliserait l'infrastructure gazière et apporterait plus de concurrence sur le marché, au détriment de Gazprom qui perdrait ses privilèges.

²¹ Alain Guillemoles, *op. cit.*

²² Catherine Locatelli, *op. cit.*, p. 12.

²³ *Ibid.*

²⁴ Catherine Locatelli & Dominique Finon, *op. cit.*, p. 4.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

étrangères dans l'exploration des gisements difficiles sans pour autant perdre le contrôle majoritaire. Elle s'inscrit dans la nouvelle ligne imposée par Vladimir Poutine concernant les entreprises étrangères voulant investir en Russie: oui à l'investissement, non à la propriété des ressources russes.²⁷ Les entreprises européennes acceptent cette nouvelle donne et se contentent d'une participation minoritaire dans un joint-venture avec Gazprom, d'autant plus que Gazprom a appris à les mettre en concurrence les unes contre les autres.²⁸

La nouvelle stratégie énergétique mise en place par Vladimir Poutine a abouti à la reprise en main de 94% des ressources énergétiques russes.²⁹

1.2. Les rapports énergétiques Russie-UE: "interdépendance asymétrique"³⁰

La relation énergétique entre l'UE et la Russie révèle une "l'interdépendance asymétrique".³¹ L'UE est dépendante des importations de gaz russe. Grand consommateur et petit producteur en déclin, l'UE importe 40% de ses besoins en gaz de la Russie.³² Mais la dépendance n'est pas un problème en soi tant que les sources d'approvisionnement sont diversifiées. Au niveau de l'UE, c'est le cas. L'Union reçoit 30% de son gaz d'Algérie et 25% de Norvège.³³ Cependant, certains Etats membres d'Europe centrale et orientale dépendent à 100% des importations de gaz en provenance de la Russie. Cette situation est un héritage de la Guerre Froide, période pendant laquelle la Russie fut le fournisseur exclusif de ces pays.³⁴

Mais la Russie est à son tour doublement dépendante de l'UE. Le fait d'être le premier producteur de gaz au monde ne suffit pas pour bénéficier d'une rente énergétique. La vente de

²⁷ Entretien Adrian Dellecker, Paris, Ifri, 18 avril 2008.

²⁸ Zeyno Baran, Developing a Cohesive EU Approach to Energy Security, dans Svante E. Cornell & Niklas Nilsson (eds.), *Europe's Energy Security: Gazprom's Dominance and Caspian Supply Alternatives*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Washington, 2008, p. 160.

²⁹ Christophe Alexandre Paillard, "Gazprom, mode d'emploi suicide énergétique", *IFRI Russie.Nei.Visions*, No. 17, mars 2007, p. 10.

³⁰ *Ibid.*, p.7.

³¹ *Ibid.*

³² <http://www.euractiv.com/fr/industrie/geopolitique-approvisionnement-energetiques-ue/article-142797>, consulté le 1er mai.

³³ *Ibid.*

³⁴ Michael Thumann, *op. cit.*, p. 8.

gaz est en effet conditionnée par l'existence d'infrastructures (gazoducs ou terminaux GNL) acheminant la ressource du lieu d'exploitation vers le lieu de consommation. La structure actuelle des gazoducs contraint la Russie à orienter ses exportations vers le marché européen, qui absorbe la majorité des flux. A court et moyen terme, l'Europe restera le marché premier de Gazprom, en attendant le renforcement des liens avec la Chine. Une diversification vers la Chine reste une option à long terme, car les infrastructures gazières manquent et celles-ci nécessitent des investissements lourds pour être opérationnelles. Dans ces conditions, la notion de sécurité de la demande prend tout son sens. Pour la Russie, elle se réduit à l'existence de contrats à long terme *take or pay*, avec une "clause de destination". En ce sens, l'UE est un partenaire riche et de confiance, dont la demande ne fera que s'accroître dans les années à venir. De plus, la Russie a besoin du capital et du *know how* occidental pour développer l'exploitation de ses réserves potentielles en Sibérie, sur la côte pacifique ou dans la Mer des Barents.³⁵ La Russie seule ne pourra le faire sans l'aide des compagnies occidentales, qui possèdent la technologie nécessaire à l'exploitation de ces gisements difficiles d'accès.

Malgré cette interdépendance apparente, les rapports énergétiques entre l'UE et la Russie sont bien plus compliqués. La Russie développe une politique énergétique basée sur la "Machtpolitik"³⁶ et non sur l'interdépendance. Elle semble en effet aborder ses relations avec l'UE en termes de rapports de force.³⁷ Elle veut utiliser l'outil énergétique pour peser dans sa relation politique avec l'Union. Elle entend le faire en transformant l'UE en une sorte de marché captif envers le gaz russe. Pour atteindre ce but, elle doit garder le monopole de la production, du transport et du transit. Autrement dit, empêcher toute tentative de diversification des sources et des routes de la part de l'UE. Le Kremlin et Gazprom ont toujours tenté de stopper tout projet de diversification, en proposant des gazoducs

³⁵ Keith Smith, *op. cit.*, p.8.

³⁶ Filippou Proedrou, *op. cit.*, p. 335.

³⁷ *Ibid.*

concurrents. La diversification va à l'encontre des intérêts de Gazprom, qui veut rester seul sur le marché du transport et du transit de gaz. En gardant son monopole, il gagne non seulement un pouvoir de contrôle sur les prix,³⁸ mais aussi et surtout il accroît le pouvoir "d'influence politique et économique [de la Russie] sur le reste du monde".³⁹

Le cas précis de South Stream, projet de gazoduc sous la Mer Noire, censé court-circuiter Nabucco, le projet européen, sera détaillé et analysé dans les pages à suivre.

1.3. La politique énergétique russe appliquée en Mer Noire: le projet South Stream

South Stream est un projet de gazoduc russo-italien lancé en réponse à Nabucco le 23 juin 2007.⁴⁰ Son but est de permettre à la Russie de transporter directement son gaz vers l'Europe à travers une combinaison de trajets offshore et onshore. Son trajet est pour l'instant défini en grandes lignes seulement connu et comporte des nombreuses inconnues. Il a comme point de départ la station de compression russe de Beregovaya et comme point d'arrivée le port bulgare de Varna.⁴¹ Le trajet de la partie continentale Bulgarie- Italie est beaucoup plus compliqué à appréhender. Deux ramifications furent proposées: une au sud et l'autre au nord. Le trajet de la première est arrêté: arrivé à Varna, le tube continue vers la Grèce, l'Albanie et la Mer Ionienne jusqu'au sud de l'Italie.⁴² Le trajet de la seconde est encore à l'étude: soit elle se dirige de Varna à travers la Roumanie, la Serbie, la Hongrie et la Slovénie vers le nord de l'Italie,⁴³ avec une possible ramification de la Hongrie vers la *hub* de Baumgarten,⁴⁴ soit elle transite par l'ex-Yougoslavie.⁴⁵

³⁸ Temuri Yakobashvili, *The Role of Black Sea region in European Energy Security*, dans Svante E. Cornell & Niklas Nilsson (eds.), *op. cit.*, p. 95.

³⁹ Renaud François, "Géostratégie et géopolitique du Caucase du sud: l'arme énergétique et l'outil militaire", *Revue Regard sur l'Est*, 15 juin 2007.

⁴⁰ Vladimir Socor, "South Stream: Gazprom's new Mega Project", *Eurasia Daily Monitor*, *Jamestown Foundation*, 25 juin 2007.

⁴¹ <http://www.gazprom.ru/eng/articles/article27150.shtml>, site institutionnel de Gazprom, consulté le 3 avril 2008.

⁴² Susanne Nies, "Nabucco et South Stream – des gazoducs trop politisés?", *Actuelles de l'Ifri*, avril 2008.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Vladimir Socor, "South Stream...", *op. cit.*

⁴⁵ Susanne Nies, *op. cit.*

South Stream est un supplier-owned pipeline: le fournisseur possède la ressource gazière et offre la capacité de transport vers le consommateur. Le gaz qui coulera à travers South Stream proviendra soit de Russie soit du Turkménistan, pays avec lequel les russes ont signé des accords de distribution presque exclusifs jusqu'en 2028.⁴⁶ L'approvisionnement de South Stream est garanti, même si les proportions exactes de gaz russe et de gaz turkmène n'ont pas encore été décidées. Dans sa partie offshore, il transportera 30 milliards de m³.⁴⁷ En ce qui concerne la capacité des ramifications, elle n'est pas clairement arrêtée.

Des doutes s'agissant de sa viabilité financière entourent encore le projet puisque celui-ci implique des coûts élevés, notamment pour sa partie offshore. Dans un premier temps les officiels de Gazprom ont tenté de sous-estimer les coûts de construction, pour ensuite revoir considérablement à la hausse leur prévision initiale.⁴⁸ Les coûts de construction s'élèvent désormais à 20 milliards de dollars, ce qui équivaut à une augmentation de 100% par rapport aux coûts annoncés initialement.⁴⁹

Officiellement, South Stream vise à assurer la sécurité énergétique de l'Europe.⁵⁰ Il constitue un élément de la nouvelle infrastructure énergétique proposée par la Russie pour assurer la fiabilité de l'approvisionnement futur de l'UE. Il est vrai que l'infrastructure actuelle qui passe par l'Ukraine et le Belarus est vieillissante et qu'il existe un réel besoin de diversification. Cependant plusieurs questions méritent d'être posées:

Premièrement, pourquoi la Russie n'investit-elle pas dans la réfection des gazoducs existants? Ces tubes, construits pour la plupart à la fin des années 60, nécessitent des investissements lourds pour continuer à être fonctionnelles. Malgré la construction de South Stream et de Nord Stream, la Russie ne pourra se passer de cette infrastructure existante. A

⁴⁶ Vladimir Socor, "South Stream...", *op. cit.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Vladimir Socor, "Kremlin revises Costs for Expensive South Stream Project", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 31 juillet 2008.

⁴⁹ *Ibid.* Les coûts prévisionnels estimés étaient de 10 milliards de dollars.

⁵⁰ <http://www.gazprom.ru/eng/articles/article27150.shtml>, site institutionnel Gazprom, consulté le 3 avril 2008.

titre d'exemple, la capacité de South Stream est de 31 milliards de m³, alors que celle des gazoducs ukrainiens est de 140 Gm³.⁵¹

Deuxièmement, pourquoi la Russie investit-elle des milliards d'euros dans un autre gazoduc, en prévision d'une éventuelle augmentation de la demande sur le marché européen, alors que l'infrastructure existante n'est actuellement pas utilisée à sa pleine capacité? Ou alors pourquoi la Russie n'a-t-elle pas retenu l'option Blue Stream 2 pour diversifier les routes d'approvisionnement par le sud vers l'Europe? L'investissement aurait été moindre, car la partie sous-marine existe déjà (Blue Stream 1).

Troisièmement, pourquoi la Russie cherche-t-elle à construire des nouveaux gazoducs alors qu'elle risque prochainement de ne plus avoir de quoi les remplir? En effet, Gazprom est en retard sur son programme d'investissements dans le domaine de l'exploitation des nouveaux gisements.⁵² Au lieu d'investir dans l'exploration, Gazprom s'endette en revanche au travers de l'achat d'actifs dans des secteurs aussi divers que les médias russes et le football,⁵³ ainsi qu'au travers de participations dans des sociétés énergétiques étrangères.⁵⁴

Officieusement, South Stream est un gazoduc hautement politisé. Le trajet South Stream fut conçu pour servir les intérêts stratégiques de la Russie: maîtriser l'infrastructure énergétique et l'approvisionnement en gaz de l'UE, avec les avantages économiques et politiques qui en découlent. Il s'inscrit dans une stratégie plus large, celle d'édifier des gazoducs sous-marins créant un lien direct entre producteur et consommateur. Le Blue Stream et le Nord Stream en font également partie. Cette toile de gazoducs sous-marins permet à Gazprom de monopoliser les réseaux de transport européen, par le sud et par le nord, décidant ainsi de "qui s'approvisionne où et comment".⁵⁵

⁵¹ Catherine Locatelli, *op. cit.*, p. 11.

⁵² Christophe Alexandre Paillard, *op. cit.*, p. 4.

⁵³ Gazprom a acheté les clubs de foot Zenith de Sankt Petersburg et Schalke 04 en Allemagne. Source Christophe Alexandre Paillard, *op. cit.*, p. 10.

⁵⁴ Vladimir Socor, "South Stream...", *op. cit.*

⁵⁵ Temuri Yakobashvili, *op. cit.*, p. 94.

De plus, Gazprom pourra réguler l'offre de gaz en Europe et donc le prix.⁵⁶ Cela rappelle les projets de Vladimir Poutine de créer une OPEP du gaz. Cette possibilité n'est pas à ignorer du reste, si l'on considère les visites de ce dernier en Iran, en Libye et en Algérie. Cette option est d'autant apparaît d'autant plus crédible si Gazprom réussit à rester l'unique acquéreur du gaz d'Asie Centrale.

2. La politique européenne à l'épreuve

2.1 La politique énergétique européenne

Si la coopération énergétique fut à la base de la construction européenne, un demi-siècle plus tard force est de constater que l'UE ne possède pas de stratégie énergétique claire et complète.⁵⁷ Les Etats-membres se sont opposés à la communautarisation de ce domaine qui leur apparaît hautement stratégique. Pourtant, la politique énergétique a acquis au long du temps une "dimension communautaire".⁵⁸

Pendant de longues années, la politique énergétique de l'UE fut considérée comme une politique interne, orientée vers le consommateur et basée sur la concurrence et la libéralisation.⁵⁹ La Commission tenta de contourner l'obstacle intergouvernemental, en créant le marché intérieur de l'énergie. Le succès de cette politique est mitigé, puisque le réseau européen manque d'interconnexions et parce que le bouquet énergétique reste encore très différent d'un pays à l'autre. La sécurité énergétique de l'UE ne peut être assurée à long terme que par la solidarité interne entre ses Etats membres.

La crise ukrainienne de 2006 mit la question de la sécurité de l'approvisionnement externe en haut de l'agenda politique. Si des initiatives antérieures à cette date existent,

⁵⁶ Temuri Yakobashvili, *op. cit.*, p. 95.

⁵⁷ Conseil de l'Union européenne, discours de Javier Solana, *The External Policy of the European Union*, Conférence annuelle de l'IFRI, Bruxelles, 1er février 2008, p. 2.

⁵⁸ <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l27037.htm>, consulté le 5 avril 2008.

⁵⁹ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 39.

notamment le Livre Vert de la Commission du 29 novembre 2000, c'est surtout le Livre Vert de 2006⁶⁰ qui prône une "réponse européenne commune"⁶¹ dans le domaine énergétique. Cependant rien que par sa couleur (vert au lieu de blanc), ce livre laisse entrevoir les divisions entre différents pays membres.⁶² Ce n'est qu'en janvier 2007 que la Commission fait une proposition globale pour une politique énergétique, orientée vers la lutte contre le changement climatique, le renforcement de la sécurité énergétique et la compétitivité de l'Union.⁶³ Cependant, le Conseil se montra encore une fois incapable de se mettre d'accord sur l'essentiel: le nucléaire et la séparation patrimoniale. Le seul point d'accord fut trouvé dans la lutte contre le réchauffement climatique en prévoyant la réduction unilatérale des émissions de gaz à effet de serre de 20% à l'horizon 2020.⁶⁴ Mais, même sur ce dernier point, certains pays comme la Pologne invoquent des coûts économiques trop importants menaçant ainsi la mise en place effective de cette ambitieuse politique de l'Union.⁶⁵

Les développements récents des conflits gelés en Abkhazie et Ossétie et le retour en force de la puissance russe dans son voisinage proche mettent plus que jamais la notion de sécurité de l'approvisionnement énergétique sur l'agenda européen. Le projet Nabucco, qui vise à réduire la dépendance de certains Etats membres de l'UE vis-à-vis de la Russie sera détaillé dans les pages à suivre.

2.2 La politique européenne appliquée en Mer Noire: le projet Nabucco

Nabucco est un projet de gazoduc qui permettrait aux marchés occidentaux de recevoir du gaz en direct de l'Asie centrale et/ou du Moyen Orient sans passer par la Russie. Transitant par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche, ce gazoduc long de 3300

⁶⁰ CE, Livre Vert, *Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*, COM (2006), 105 final, Bruxelles, 8 mars 2006.

⁶¹ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 42.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Troisième paquet énergétique sur <http://www.euractiv.fr/energie/dossier/troisime-paquet-energie>, consulté le 30 avril 2008.

⁶⁴ Dieter Helm, *op. cit.*, p. 46.

⁶⁵ Simon Taylor, "Georgia conflict could force the EU to unite over energy goals", *European Voice*, 4 septembre 2008.

km, devrait transporter annuellement un maximum de 31 milliards m³, soit 7% de la demande gazière de l'UE.⁶⁶ En terme de capacité, Nabucco et South Stream sont prévus pour transporter la même quantité de gaz. Si son point d'arrivée est bien défini (Baumgarten, Autriche), son point de départ n'est pas encore connu. L'est de la Turquie est évoqué comme point zéro, mais il n'est pas encore clair où il se situe exactement: à la frontière avec la Géorgie ou avec l'Iran.⁶⁷

Le projet est mené par le consortium Nabucco Gas Pipeline International GmbH, créé en 2002 à l'initiative d'OMV, principale entreprise pétro- gazière autrichienne.⁶⁸ La Commission européenne se montra intéressée par le projet et lui apporta son soutien, notamment après la crise ukrainienne de 2006. Déjà avant cette date, elle avait octroyé au consortium 50% des fonds prévus pour l'étude de faisabilité, sous la forme d'un prêt.⁶⁹ Après 2006, Nabucco fut inclut dans la liste des priorités Trans European Energy Networks (TEN-E) et un coordinateur responsable de son implémentation fut nommé en la personne de l'ancien ministre hollandais des affaires étrangères, van Aartsen.⁷⁰

Contrairement à South Stream, qui est encore en phase de recherche de partenaires, Nabucco est un projet plus développé. Il se trouve actuellement dans l'étape dite de développement, censée durer jusqu'en 2009.⁷¹ La construction du projet doit se dérouler en deux étapes, la première commence en 2010 pour une mise en fonction prévue en 2013. Des discussions sont également en cours avec des entreprises intéressées à faire transiter du gaz vers les marchés européens via Nabucco.⁷² En effet, le consortium Nabucco ne se charge pas

⁶⁶ Susanne Nies, *op. cit.*

⁶⁷ <http://www.nabucco-pipeline.com/press-public-news/presentations-amp-related-documents/index.html>, consulté le 26 mars 2008.

⁶⁸ Vladimir Socor, "Nabucco project approaching a real start", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 8 février 2008.

⁶⁹ <http://www.nabucco-pipeline.com/press-public-news/presentations-amp-related-documents/index.html>, consulte le 26 mars 2008.

⁷⁰ Susanne Nies, *op. cit.*

⁷¹ <http://www.nabucco-pipeline.com/press-public-news/presentations-amp-related-documents/index.html>, consulté le 26 mars 2008.

⁷² *Ibid.*

de l'approvisionnement du gaz. Il ne fait que vendre de la capacité de transport à des sociétés externes. En ceci, Nabucco est différent de South Stream.

Nabucco coûte la moitié de South Stream, pour la même capacité de transport. La différence est que l'approvisionnement de South Stream est présenté comme étant sûr, alors que celui de Nabucco pose encore problème. Pour l'heure, sa capacité est hypothétique. Théoriquement, Nabucco pourrait transporter le gaz d'Asie centrale et/ou du Moyen Orient. En pratique, la situation s'avère plus compliquée.⁷³ Si les 31 milliards de m³ sont réunis, en additionnant les différents fournisseurs potentiels, l'infrastructure manque actuellement pour relier ces différentes sources à Nabucco. Pour le moment, seul le gaz provenant d'Azerbaïdjan est sûr. Un accord fut signé pour fournir du gaz du gisement de Shah-Deniz pour la première phase d'exploitation de Nabucco.⁷⁴

Le gaz iranien fut longtemps regardé comme une variante envisageable, notamment par l'autrichien OMV. Dans les années précédant le lancement du projet, OMV avait projeté Nabucco en vue du transport du gaz du Moyen Orient à l'Europe.⁷⁵ Même si l'Iran abrite les secondes réserves mondiales de gaz, ce choix présente en même temps un obstacle de taille, étant soumis à des sanctions politiques de la part des Etats-Unis. Ces derniers ont émis une fin de non recevoir pour l'approvisionnement iranien de Nabucco.

Suite aux changements politiques au sommet de l'Etat, la possibilité turkmène est aussi envisagée. Si l'ancien Président était plutôt tourné vers la Chine, le nouveau est plus tourné vers la Russie et le dialogue avec l'Azerbaïdjan. S'il a signé un accord de quasi-exclusivité de livraison du gaz turkmène vers la Russie (jusqu'en 2028), il a aussi amorcé la possibilité d'un rapprochement avec l'Azerbaïdjan, ce qui est dans l'intérêt de Nabucco.⁷⁶ Le

⁷³ Nicklas Norling, *The Nabucco pipeline: Re-emerging Momentum in Europe's Front Yard*, dans Svante E. Cornell & Niklas Nilsson (eds.), *op. cit.*, p. 140.

⁷⁴ Nicklas Norling, *Gazprom's Monopoly and Nabucco's Potentials: Strategic Decisions for Europe*, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Paper, November 2007, p. 29.

⁷⁵ Vladimir Socor, "Sourcing the Nabucco Pipeline to prevail against South Stream", *Eurasia Daily Monitor, Jamestown Foundation*, 8 février 2008.

⁷⁶ Nicklas Norling, dans Svante E. Cornell & Niklas Nilsson (eds.), *op. cit.*, p. 137.

Turkménistan et l'Azerbaïdjan ont décidé d'explorer ensemble le gisement de Kyapaz/Serdar, dont les ressources sont estimées à 3-4 Gm³⁷⁷. En additionnant les réserves de Kyapaz/Serdar et de Block I, Nabucco pourrait être approvisionné de manière fiable.⁷⁸ Le Block I pourrait aussi être connecté au gisement offshore Azeri-Chirag-Ghuneshli par la construction d'un gazoduc sous-marin.⁷⁹

Deux autres options, égyptienne et irakienne furent étudiées récemment. L'Égypte est de plus en plus un fournisseur de gaz. Même si le pays manque d'infrastructures pour fournir Nabucco, le problème est en train d'être résolu par l'extension de l'Arab Gas Pipeline qui sera relié aux gazoducs turcs à l'horizon 2011.⁸⁰ Le gouvernement irakien a en outre exprimé son désir de devenir un fournisseur de gaz pour l'Europe. Cependant, certains analystes, comme Vladimir Socor pensent que les options égyptienne et irakienne n'ont fait que décrédibiliser le projet Nabucco aux yeux des potentiels investisseurs.

La capacité de Nabucco est en revanche insuffisante pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE. S'il est construit, Nabucco apporte néanmoins une marge de sécurité, notamment pour les pays les plus dépendants. Ce ne sont pas les coupures d'approvisionnement qui posent problème, mais la potentielle incapacité technique de la Russie à faire face à une demande croissante de l'UE, tenant compte de son manque d'investissement dans l'exploitation. Les ressources gazières russes sont de loin les plus importantes au monde: premier producteur⁸¹ et principal exportateur, le pays possède aussi un tiers des réserves prouvées.⁸² Mais ses trois gisements arrivent au stade de maturité, point à partir duquel leur productivité ne peut que décroître.⁸³ A très court terme, il n'y pas de problème, puisque les *satellites* de ces trois grands peuvent combler le déficit. Par contre, la

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Nicklas Norling, *The Nabucco pipeline...*, *op. cit.*, p. 137.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ <http://www.gulfoilandgas.com/webpro1/MAIN/Mainnews.asp?id=35>, consulté le 20 mars 2008.

⁸¹ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/gaz.shtml>, consulté le 3 mars 2008.

⁸² Debra Johnson, *EU-Russia energy links*, dans Debra Johnson & Paul Robinson (eds.), *Perspectives on EU-Russia Relations*, Routledge, London, 2005, p. 185.

⁸³ Catherine Locatelli, *op. cit.*, p. 16.

situation semble assez problématique dans le futur proche, car le déficit de gaz de la Russie atteindra les 100 milliards de m³, dès 2010.⁸⁴

Pour les russes, il est devenu évident qu'il faut empêcher à tout prix les efforts de diversification européens. La confrontation s'annonce sans pitié.

3. Evaluation de la performance russe

3.1 La confrontation se durcit

Dans la "guerre des pipelines", la Russie cherche à déstabiliser l'UE en bilatéralisant ses relations avec ses Etats membres. Dans le cas de South Stream, la bilatéralisation passe par des offres attrayantes faites par Vladimir Poutine lui-même afin de mettre à mal la solidarité communautaire vis-à-vis de Nabucco. La carotte c'est la sécurité énergétique et la promesse de transformer le pays en *hub* énergétique européen.⁸⁵ La tactique du Kremlin consiste à créer une sorte de "ruée pour le gaz russe"⁸⁶ entre les Etats membres, en les mettant en concurrence. Le résultat escompté est une division encore plus forte et durable de l'UE.⁸⁷ Les Etats membres ayant succombé à la tentation de la Russie justifient leur relation bilatérale avec cette dernière par la lenteur avec laquelle la politique énergétique commune se met en place au niveau européen.⁸⁸

La Russie cherche d'une part à avoir une image positive auprès des gouvernements des pays membres de l'UE. Moscou s'emploie en parallèle, par la voix de ses hauts diplomates, à décrédibiliser Nabucco, en soulignant son problème d'approvisionnement. De

⁸⁴ Vladimir Milov, *op. cit.*, p. 7.

⁸⁵ Vladimir Socor, "OMV Joins with Gazprom to Undercut Nabucco", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 29 janvier 2008.

⁸⁶ Vladimir Socor, "Europeans remiss on Nabucco, Illusion- Prone on South Stream", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 25 juin 2008.

⁸⁷ Mark Leonard & Nicu Popescu, *op. cit.*, p. 13.

⁸⁸ Katinka Barysch, *op. cit.*, p. 6.

plus, l'implication personnelle de Vladimir Poutine apporte un gage de crédibilité au projet russe. Ce dernier a également pris l'habitude d'impliquer des hommes politiques européens dans les projets de gazoducs russes. Il recruta ainsi l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, mais échoua dans sa tentative d'amener Romano Prodi à présider aux destins de South Stream.

La Russie tente surtout de vider Nabucco de sa substance, en se procurant un accès préférentiel à sa source gazière potentielle et à son point d'arrivée. Suite au Sommet énergétique de Turkmenbachi en mai 2007, un accord fut signé entre la Russie, le Turkménistan et le Kazakhstan. Il concerne la construction d'une nouvelle infrastructure pour transporter le gaz de ces pays vers le marché russe. La construction de ce nouveau gazoduc augmentera considérablement les débits de gaz envoyés vers la Russie. Outre les infrastructures, la Russie détient un accès exclusif au gaz turkmène jusqu'en 2028.⁸⁹ Elle a par ailleurs signé avec l'Ouzbékistan un accord de partage de la production (2004) et un accord d'exploitation de gisements pour 25 ans (2006).

Vladimir Poutine opéra dans la foulée du sommet de Turkmenbachi ce que Vladimir Socor appelle un "nouvel Anschluss"⁹⁰ sur l'Autriche. Un Mémorandum of Understanding fut signé entre Gazprom et l'autrichien OMV prévoyant la construction du plus grand centre de gestion des transits gaziers en Europe, à Baumgarten am March, où il existe déjà un important *hub* détenu à 100% par OMV. L'endroit est important pour Nabucco puisque c'est son point d'arrivée et le lieu où il sera branché au réseau gazier européen. Le comportement d'OMV révèle des considérations purement commerciales, pensées dans une stratégie de court terme et motivées par pur pragmatisme.⁹¹ Le contrat signé à Vienne met Nabucco en échec. La maîtrise du nouveau *hub* de Baumgarten par une joint-venture russo-autrichienne détenue à 50% par Gazprom enlève du sens à sa raison d'être. Si construit, il apportera du gaz non russe

⁸⁹ Nadia Campaner, "Géopolitique gazière de la Russie et de l'Asie Centrale", CGEMP, Université Paris-Dauphine, 22 mars 2007, p. 16.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Vladimir Socor, "OMV Joins With Gazprom...", *op. cit.*

à un *hub* russo-autrichien. Gazprom n'aura certes pas la maîtrise du tube, mais il détiendra une participation importante dans le *hub* d'arrivée du gazoduc.⁹²

Suite à la “Blitzkrieg” de mai 2007, le projet Nabucco semblait compromis: en un sommet et une visite officielle à Vienne, Vladimir Poutine est devenu “maître” du point de départ et du point d'arrivée de Nabucco. Dans la foulée et pour de ne pas permettre à l'adversaire affaibli de se relever, la Russie propose une alternative à Nabucco. Il s'agit de South Stream. Ce projet de gazoduc respecte la tactique russe, car il implique un pays européen de taille, l'Italie, à travers son champion national Ente Nazionale Idrocarburi (Eni). Cependant, l'Union européenne réagit avec la tenue de la conférence de Budapest et montre qu'elle peut parler d'une seule voix. Cette conférence est suivie par une tournée des capitales de la Caspienne opérée par différents ministres européens afin de nouer des rapports diplomatiques avec ces pays si importantes pour l'approvisionnement futur de Nabucco. C'est lors de la visite du ministre de l'économie autrichien qu'un Mémorandum of Understanding fut signé avec l'Azerbaïdjan pour la fourniture du gaz pour la première phase de Nabucco.⁹³ La signature de cet accord montre que l'Autriche et OMV ont un comportement purement pragmatique et orienté vers le court terme. OMV est une compagnie qui veut faire des affaires et obtenir des bénéfices. A ce titre, elle saisit les opportunités tels qu'elles viennent et adapte son comportement en fonction.

L'union des partenaires européens est de courte durée puisque certains pays membres n'ont pas su résister aux propositions russes. La Bulgarie fut le premier pays à se ranger du côté russe, en janvier 2008, lors de la visite d'Etat du Président Poutine en Bulgarie. La position bulgare résulte à la fois du fait que les quantités transitées par le pays augmenteront de 30 milliards de m³ et que la Bulgarie recevra d'importantes sommes d'argent au titre de

⁹² *Ibid.*

⁹³ Vladimir Socor, “Gas discussion in Turkmenistan, Azerbaijan after the Budapest Nabucco Conference”, Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 24 septembre 2007.

taxe de transit.⁹⁴ Cependant, ces deux arguments sont tout aussi pertinents dans le cas de Nabucco. Malgré sa défection, la Bulgarie continue de soutenir Nabucco. L'argument mis en avant est qu'il y a assez de place pour deux gazoducs, vu que la demande européenne ne fera que s'accroître dans un avenir proche.

L'arrivée de la Serbie en février 2008 dans le projet est à placer dans une perspective plus large liée à l'indépendance du Kosovo. En échange du soutien politique de la Russie dans la question kosovare, la Serbie a accepté de céder 51% de son entreprise énergétique nationale à Gazprom à un prix inférieur à sa valeur de marché réelle.⁹⁵ Après la défection bulgare et le recrutement serbe, seule la Hongrie manquait à Gazprom pour atteindre le marché autrichien. Suite à son revirement spectaculaire en faveur de Nabucco en septembre 2007, la Hongrie revient en février 2008 vers South Stream. L'explication réside dans l'OPA hostile que l'autrichien OMV a lancée sur son partenaire dans Nabucco, le hongrois MOL.⁹⁶ En même temps, le Président Poutine promet au Premier Ministre Ferenc Gyurcsany de transformer la Hongrie en un *hub* énergétique européen.⁹⁷ Une proposition tentante pour ce pays, dépendant à 100% des importations de gaz russe. L'attitude de la Hongrie est duale et complexe: MOL, l'entreprise nationale à capital privé a toujours soutenu Nabucco, alors que le gouvernement a fait preuve d'opportunisme. Dès lors que l'autrichien OMV renonça à son OPA sur MOL, le gouvernement en la personne de son Premier Ministre manifesta le désir de relancer Nabucco grâce à un sommet réunissant toutes les parties prenantes au projet.⁹⁸

L'entrée de la Grèce et de la Slovaquie dans le projet South Stream l'a sécurisé encore davantage et l'a rendu plus crédible aux yeux d'investisseurs potentiels. Si la Grèce compte comme un recrutement supplémentaire, l'arrivée de la Slovaquie est un coup dur pour une UE

⁹⁴ <http://www.enviro2b.com/environnement-actualite-developpement-durable/7548/article.html>, consulté le 25 avril 2008.

⁹⁵ <http://www.usinenouvelle.com/article/25-01-2008-societe-generale-nokia-ford-arcelormittal-gazprom.129192>, consulté le 25 janvier 2008.

⁹⁶ Vladimir Socor, "OMV versus MOL: A Test Case for the EU and Its Energy Policy", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 2 octobre 2007.

⁹⁷ Katinka Barysch, *op. cit.*, p. 6.

⁹⁸ Vladimir Socor, "A Political Summit Might Resuscitate Nabucco project", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 21 juillet 2008.

supposée parler d'une seule voix. Cette dernière a fait une entrée fracassante dans le projet, puisqu'elle l'a annoncée au moment où elle venait de prendre la Présidence tournante de l'UE.⁹⁹

De plus, la Russie a réussi à sécuriser ses fournisseurs d'Asie Centrale. Début mars 2008, Moscou annonce qu'elle compte aligner les prix que Gazprom paie aux pays d'Asie Centrale sur les prix auxquels Gazprom revend le gaz sur les marchés européens. Cela équivaut à une augmentation qui avoisine les 100 dollars pour les 1000 m3.¹⁰⁰ Pour la Russie, c'est aussi une victoire. En augmentant les prix offerts, elle donne un *coup de grâce* aux espoirs européens de se fournir directement en gaz d'Asie centrale. Elle abat le dernier levier sur lequel pouvait jouer les européens: le prix. L'opération russe est d'autant plus intéressante que Gazprom ne perd pas la marge acquise au travers de la vente du gaz caspien sur les marchés européens, ces prix étant jusqu'à trois fois supérieurs au prix d'achat.¹⁰¹ En effet, les prévisions d'augmentation des prix mondiaux avoisinent elles-aussi les 100 dollars pour 1000m3.¹⁰²

3.2 Les répliques européennes: trop tard, trop faibles

Les récents succès russes dans la zone de la Mer Noire et dans la Caspienne soulignent l'échec des politiques occidentales, américaine et européenne dans la région. L'UE est un acteur arrivé récemment et assez tardivement dans l'espace pontico-caspien.

Pendant la décennie succédant à la chute du Mur, l'UE laissa aux Etats-Unis l'initiative dans la Mer Noire. Forts de leur relation avec la Turquie, les américains ont favorisé leur allié traditionnel dans la zone pour essayer de contenir les ambitions russes. Ils ont appuyé des initiatives régionales, comme l'Organisation de la Coopération Economique de la Mer Noire (OCEMN). L'influence américaine fut encore plus grande dans les pays du

⁹⁹ Vladimir Socor, "Europeans Remiss on Nabucco...", *op. cit.*

¹⁰⁰ Vladimir Socor, "Russia to Increase Purchase Prices For Central Asian Gas: Outlook and Implications", Eurasia Daily Monitor, *Jamestown Foundation*, 17 mars 2008.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

Caucase et se matérialisa dans la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, la seule voie de transport de pétrole de la région qui ne soit pas russe et qui ne transporte pas du pétrole russe. Mais la présence américaine s'affaiblit avec l'administration Bush, Washington reléguant le Caucase à une place secondaire sur son agenda international et n'y envoyant que des officiels de moindre niveau.¹⁰³

L'UE ne commença à mettre en place des politiques de coopération dans le domaine de l'énergie vis-à-vis du Caucase et de la Mer Noire qu'à partir de 2004. Lancée en 2004, l'Initiative de Bakou¹⁰⁴ vise à encourager la coopération énergétique entre les pays du Caucase et l'UE. La sécurité de l'extraction et du transport de l'énergie, l'intégration des marchés énergétiques régionaux dans le marché européen et le développement durable sont les principales thématiques de coopération.¹⁰⁵ L'Interstate Oil and Gas Transport to Europe (INOGATE) est chargé de coordonner les différents projets dans le cadre de cette coopération énergétique.¹⁰⁶

Lancée en avril 2007, Synergie Mer Noire illustre l'importance croissante que la région prend pour la sécurité énergétique de l'Union. Elle a pour but de renforcer la coopération entre l'UE et les différentes organisations régionales de la Mer Noire, en rajoutant ainsi une "dimension régionale à la Politique européenne de voisinage".¹⁰⁷ L'un des points clés de cette nouvelle initiative de la Commission est la coopération dans le domaine de l'énergie et des transports, notamment sur le projet de réalisation du corridor énergétique Trans-Caspien trans-Mer Noire grâce auquel le gaz d'Asie Centrale pourrait être transporté vers les marchés européens.¹⁰⁸ Cependant, Synergie Mer Noire manque de pro-activité. Elle

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Pays participants: Azerbaïdjan, Arménie, Bulgarie, Géorgie, Iran (observateur), Kazakhstan, Kirghizstan, Moldovie, Russie (observateur), Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine et Ouzbékistan.

¹⁰⁵ http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/international/regional/caspian/energy_en.htm, consulté le 4 avril 2008.

¹⁰⁶ <http://www.inogate.org/en/>, consulté le 20 avril 2008.

¹⁰⁷ Benita Ferrero-Waldner, citée dans "Synergie Mer Noire", 2007, consulté le 30 Novembre 2007, <http://www.touteurope.fr/index.php?&id=63&cmd=FICHE&uid=1357&cHash=d749352c3e>

¹⁰⁸ Marta Wiczorek, *The European Union, energy dependence and Russia: A dark future?*, Bruges, 2007, p. 43.

arrive tardivement et ne réunit que des moyens limités pour permettre à l'UE de s'imposer dans le *voisinage proche* de la Russie.

La Stratégie d'aide régionale en Asie Centrale, adoptée en 2007, à l'initiative de l'Allemagne et sous sa Présidence vise à "augmenter la visibilité de l'UE en Asie Centrale".¹⁰⁹ Dotée de moyens financiers de l'ordre de 719 millions d'euros, elle a pour objectif de promouvoir la stabilité régionale, la sécurité et la prospérité économique à long terme en Asie centrale grâce à une coopération bilatérale, personnalisée et régionale.¹¹⁰ Dans le cadre de cette coopération, un dialogue régulier sur l'énergie sera mis en place avec les pays de la région.¹¹¹

Face à une Union Européenne qui peine à s'imposer dans la région pontico-caspienne, la Russie semble mener le nouveau Grand Jeu énergétique.

3.3 La Russie mène-t-elle le jeu?

Pour le moment, les deux projets ne représentent que des "lignes sur une carte"¹¹² mais le South Stream se montre plus dynamique. Un an après son lancement, il a réussi son principal objectif: déstabiliser son adversaire en sécurisant ses sources d'approvisionnement et en attirant de son côté les partenaires du consortium Nabucco. Néanmoins, comme tout projet de cette envergure, il doit encore faire face à une série d'obstacles, le premier étant son financement.

En face, l'entrée en fonction de Nabucco fut une troisième fois reportée.¹¹³ Initialement prévu pour 2011, Nabucco ne verra finalement le jour avant 2013. Le consortium assure que les travaux commenceront en 2010 et que des banques comme la BEI et la BERD ont déjà montré leur intérêt pour le projet.¹¹⁴ De son côté, la Commission cherche à sécuriser

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/fr/AAmt/BM-Reisen/2007/ZAS-Mrz2007-Troika.html>, consulté le 30 avril 2008.

¹¹² Toby Vogel, "Will South Stream push EU off course?", *European Voice*, 30 avril 2008.

¹¹³ "Nabucco recherche gaz désespérément", *Gazeta.ru* repris par *RiaNovosti*, 7 février 2008.

¹¹⁴ Andrew Bounds, Isabel Gorst, Stefan Wagstyl, "Deal to ease EU reliance on Russia gas", *Financial Times*, 13 avril 2008.

les sources d’approvisionnement. Suite à une tournée en Asie Centrale de Benita Ferrero-Waldner, la Commissaire aux Affaires étrangères, le Président turkmène promet de délivrer 10 milliards de m³ par an à Nabucco, en attendant la découverte d’autres gisements.¹¹⁵ Sans constituer une “quantité importante”, c’est un premier pas très encourageant.¹¹⁶ Surtout dans un contexte d’augmentation des prix payés par la Russie à ses fournisseurs d’Asie Centrale. Selon la Commissaire européenne, l’offre turkmène demande une réponse européenne en terme d’investissements dans l’exploration et dans l’infrastructure.¹¹⁷ Cependant, malgré ces efforts, l’approvisionnement de Nabucco n’est pas garanti. Même si les capacités existent en additionnant le gaz azéri, égyptien, turkmène et irakien, ce mix manque de cohérence politique et d’infrastructure technique. Nabucco peut-il encore se faire sans la Russie? La version selon laquelle il faudrait converger les deux projets et faire de la partie offshore de South Stream une branche de Nabucco a été appuyée par bon nombre des spécialistes. Elle est basée sur deux arguments: le manque d’approvisionnement en gaz et le “manque de loyauté”¹¹⁸ des parties impliquées dans le projet européen d’un côté, et la convergence des trajets de deux gazoducs à partir de la Bulgarie de l’autre côté. Ce compromis est appuyé par Claude Mandil, ancien directeur exécutif de l’Agence internationale de l’énergie (AIE) dans son rapport présenté au Premier Ministre de la République française. M. Mandil estime que “Nabucco ne sera construit qu’avec la perspective d’acheminer aussi du gaz russe ou iranien, ou les deux”.¹¹⁹ En soulignant la nécessité de “pouvoir un jour bénéficier des exportations de gaz iranien”¹²⁰ Claude Mandil recommande aux européens de changer de perspective quand à la Russie et à Gazprom. Celui-ci soutient qu’il faut cesser de travailler contre Gazprom, mais avec Gazprom. Naturellement, concède l’ancien directeur de l’AIE, “le résultat est que

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Susanne Nies, *op. cit.*

¹¹⁹ Claude Mandil, “*Sécurité énergétique et Union européenne - Propositions pour la Présidence française*”, Rapport au Premier ministre, http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/developpement_durable_855/securite_energetique_propositions_pour_59797.html, consulté le 24 avril 2008.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 24.

Nabucco n'atténue plus que modestement la dépendance européenne vis-à-vis de Gazprom, mais au moins permet-il une diversification des voies de transit et surtout prépare-t-il le plus lointain avenir de l'arrivée du gaz iranien".¹²¹

Néanmoins, l'éventuelle fusion de deux projets est plus que jamais hypothétique en l'état actuel des relations UE- Russie. En effet, les perturbations géopolitiques du Caucase et la volonté de retour en force de la Russie dans son *voisinage proche* ont considérablement changé la donne. Un compromis ne semble plus possible. Il est devenu plus que jamais clair que les deux projets sont concurrents et que l'édification de l'un empêchera celle de l'autre.

Conclusion

La Russie a accompli ses objectifs dans le nouveau Grand Jeu énergétique en Mer Noire, puisqu'elle a réussi à vider de sa substance le projet de gazoduc Nabucco soutenu par l'UE. La tactique du kuzushi semble avoir porté ses fruits, car le projet européen apparaît affaibli, déstabilisé et vulnérable. Affaibli puisque la majorité de ses partenaires soutient en même temps le projet russe. Déstabilisé, puisque le Kremlin a réussi à s'assurer le quasi-monopole sur ses sources d'approvisionnement potentielles jusqu'en 2028 et la possession de 50% de son *hub* d'arrivée à Baumgarten, en Autriche. Ces éléments contribuent à rendre Nabucco vulnérable aux yeux d'investisseurs potentiels et renforcent la crédibilité de South Stream. Il faut en effet rajouter que tous ces résultats ont été obtenus en un an, alors qu'en face, Nabucco ne cesse de retarder sa date de mise en fonction potentielle.

Le succès russe met en exergue la faillite de l'Union européenne à "harmoniser son discours et son action"¹²² lorsqu'il s'agit du volet externe de sa politique énergétique. La Russie est consciente de cette faiblesse de l'Union et l'a intégrée de manière très habile dans sa tactique. L'UE tend à combler le *déficit de confiance* entre les Etats membres dans le

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Claude Mandil, *op. cit.*, p. 2.

nouveau Traité de Lisbonne. L'article 176 A prévoit "l'esprit de solidarité entre les Etats membres dans le domaine de l'énergie".¹²³ Cependant, ce dernier ne donne pas plus de détails sur les moyens que l'Union devra mettre en place pour atteindre cet objectif. Tant que la solidarité restera au niveau déclaratif, la Russie continuera à établir l'agenda de l'Union en matière énergétique. De plus, l'applicabilité de cet article est devenue hypothétique après le non irlandais au Traité de Lisbonne.

Le principal tort de l'UE dans la gestion du projet Nabucco aura été de l'orienter comme un projet contre la Russie. Cette dernière a logiquement eu un réflexe défensif et a réagi en attaquant de manière brutale. Cette attaque a fortement déstabilisé Nabucco. Jouer contre la Russie s'est avéré somme toute contre-productif. Il faudrait peut-être envisager une relation avec la Russie. L'idée de cumuler Nabucco et South Stream est en adéquation avec cette possible orientation de la politique européenne.¹²⁴ Cependant, les récents développements géopolitiques dans le Caucase ne présagent pas les meilleures chances pour une telle coopération. Nabucco, plus que jamais nécessaire pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE, est plus que jamais une ligne sur une carte.

¹²³ http://www.traite-de-lisbonne.fr/Traite_de_Lisbonne.php, consulté le 24 avril 2008.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 23.

Bibliographie

BALZER, Harley, *Vladimir Putin on Russian Energy Policy*, disponible en ligne <http://www.inthenationalinterest.com>

BARAN, Zeyno, “Developing a Cohesive EU Approach to Energy Security”, dans CORNELL, E. Svante & NILSSON Niklas (eds.), *Europe’s Energy Security: Gazprom’s Dominance and Caspian Supply Alternatives*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Washington, 2008, 166 p.

BARYSCH, Katinka, *Three questions that Europe must ask about Russia*, Centre for European Reform, Londres, mai 2007, 11p.

BOUNDS, Andrew, GORST, Isabel, WAGSTYL, Stefan, “Deal to ease EU reliance on Russia gas”, *Financial Times*, 13 avril 2008.

CAMPANER, Nadia, *Géopolitique gazière de la Russie et de l’Asie Centrale*, CGEMP, Université Paris-Dauphine, 22 mars 2007, 16 p.

CAMPEANU, Cristian, “Bulgaria accepta South Stream si ingroapa Nabucco”, *Romania libera*, 19 janvier 2008.

Communication de la Commission au Conseil européen et au Parlement européen, *Black Sea synergy – a new regional cooperation initiative*, COM (2007) 160 final, Bruxelles, 11 avril 2007.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, *Perspectives du marché intérieur du gaz et de l’électricité*, COM (2006) 841 final, Bruxelles, 10 janvier 2007.

Communication de la Commission au Conseil européen et au Parlement européen, *Une politique de l’énergie sur l’Europe*, COM (2007) 1 final, Bruxelles, 10 janvier 2007.

Communication from the Commission to the European Council, *External Energy Relations – from principles to action*, COM (2006) 590 final, Bruxelles, 12 octobre 2006.

Commission européenne, *Livre Vert, Vers une stratégie européenne de sécurité d’approvisionnement énergétique*, COM (2000), Bruxelles, 29 novembre 2000.

Commission européenne, *Livre Vert, Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*, COM (2006), 105 final, Bruxelles, 8 mars 2006.

Commission européenne, *Programme de coopération extérieure, Coopération de l’Union européenne en l’Asie Centrale (2007-2013)*.

Conseil européen, *Les conclusions de la Présidence*, Bruxelles, 8/9 mars 2007.

Conseil européen, *Les conclusions de la Présidence*, Bruxelles, 14/15 décembre 2006.

Conseil européen, *Les conclusions de la Présidence*, Lahti, 20 octobre 2006.

Conseil de l'Union européenne, *Une Europe sûre dans un monde meilleur. Stratégie européenne de sécurité*, Bruxelles, 12 décembre 2003, 15 p.

DELLECKER, Adrian, "Kremlin Inc: Gaming the Energy landscape", *Ifri Policy Paper*, janvier 2008, 15 p.

DELLECKER, Adrian, chercheur à l'Ifri, entretien, Paris, 18 avril 2008.

DI PUPPO, Lilli, "Quel avenir pour les pipelines transcaspiens après l'accord de Turkmenbachi?", *Caucas europenews*, 24 mai 2007.

DOLEZAL, Christian, porte parole du consortium Nabucco, entretien téléphonique, 8 avril 2008.

DUBIEN, Arnaud, "L'énergie, l'arme fatale de Kremlin", *Politique Internationale - La revue*, No. 111, printemps 2006.

DURA, George, chercheur au CEPS, entretien, Bruxelles, 14 avril 2008.

FERRERO-WALDNER, Benita, Collège d'Europe, discours, Bruges, 7 avril 2008.

FRANÇOIS, Renaud, "Gazprom et Poutine conquièrent le cœur de l'Europe", *Regard sur l'Est*, 1er décembre 2007.

FRANÇOIS, Renaud, "Géostratégie et géopolitique du Caucase du sud: l'arme énergétique et l'outil militaire", *Revue Regard sur l'Est*, 15 juin 2007.

GOMART, Thomas, "L'Europe marginalisée", *Politique internationale*, No. 118, hiver 2007-2008, 21 février 2008, 6 p.

GUILLEMOLES, Alain, "Gazprom, un géant au service du Kremlin", *Politique internationale-la Revue*, No. 116.

HELM, Dieter, *The Russian Dimension and Europe's external energy policy*, disponible en ligne www.dieterhelm.co.uk/publications/Russian_dimension.pdf

HELM, Dieter, "Russia, Germany and European Energy Policy", *OpenDemocracy*, décembre 2006, disponible en ligne http://www.opendemocracy.net/globalization-institutions_government/energy_policy_4186.jsp

HELMER, John, "Nabucco: the fat lady has sung", *Asia Time Online*, 16 mai 2007.

JOHNSON, Debra, "EU-Russia energy links", dans Debra Johnson & Paul Robinson (eds.), *Perspectives on EU-Russia Relations*, Routledge, London, 2005, 217 p.

KENDRY, Adrien, NATO Senior Defence Economist, Defence and Security Economic directorate, Political Affairs and security Policy, entretien, Bruxelles, 23 avril 2008.

KLEVEMAN, Lutz, "The new Great Game", *The Nation*, 29 janvier 2004.

KUPCHINSKY, Roman, "Energy: Is Gazprom's Investment Drive Feasible?", *Radio FreeEurope*, juillet 2007.

LE DORÉ, Juliette, "D'ou vient le partenariat stratégique UE-Asie centrale?", *Revue Regard sur l'Est*, 1er avril 2008.

LEGENDRE, Thierry, Policy Planning Office of the Secretary General, energy issues, entretien, Bruxelles, 30 avril 2008.

LEONARD, Mark & POPESCU, Nicu, *A Power Audit of EU-Russia Relations*, European Council on Foreign Relations, Londres, novembre 2007, 65 p.

LESSER, Ian, "Global Trends, Regional Consequences – Wider Strategic Influences in the Black Sea", dans *Xenophon Paper*, No. 4, ICBS, Novembre 2007, 52 p.

LOCATELLI, Catherine, "L'UE: aiguillon des stratégies de Gazprom", *IFRI Russie Nei.Visions*, No. 26, février 2008, 24 p.

LOCATELLI, Catherine & FINON, Dominique, "Russian European gas interdependence. Can market forces balance out geopolitics?", *Cahier de recherche LEPII, serie EPE*, No. 41 bis, janvier 2007, 36 p.

MANDEVILLE, Laure, "Poutine tisse sa toile gazière dans les Balkans", *Le Figaro*, 14 octobre 2007.

MANDIL, Claude, *Sécurité énergétique et Union européenne – Propositions pour la Présidence française*, Rapport au Premier ministre, 30 p.

MAYR, Walter, "Using Russian Energy as a Political Weapon", *Spiegel Online International*, 9 janvier 2006.

MEDVEDEV, Alexander, "Why Gazprom is friend not foe", *European Voice*, 27 mars 2008.

MILOV, Vladimir, "Le dialogue énergétique UE-Russie: concurrence contre monopoles", *IFRI Russie.Nei.Visions*, No. 13, septembre 2006, 12 p.

NIES, Susanne, "Nabucco et South Stream – des gazoducs trop politisés?", *Actuelles de l'Ifri*, avril 2008.

NORLING, Nicklas, "The Nabucco pipeline: Reemerging Momentum in Europe's Front Yard", dans CORNELL E., Svante & NILSSON, Niklas (eds.), *Europe's Energy Security: Gazprom's Dominance and Caspian Supply Alternatives*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Washington, 2008, 166 p.

NORLING, Nicklas, *Gazprom's Monopoly and Nabucco's Potentials: Strategic Decisions for Europe*, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Paper, November 2007, 43 p.

PAILLARD, Christophe Alexandre, "Gazprom, mode d'emploi suicide énergétique", *IFRI Russie.Nei.Visions*, No. 17, mars 2007, 22 p.

PERRET, Quentin, responsable Pôle Energie a l'Atelier Europe, entretien, Paris, 18 avril 2008.

POPESCU, Nicu, Policy fellow, European Council on Foreign relations, entretien téléphonique, 29 avril 2008.

PROEDROU, Filippou, "The EU-Russia Energy Approach under the Prism of Interdependence", dans *European Security*, Vol. 16, Nos. 3-4, September-December 2007, 355 p.

RAMSEY, W.C, "The External Energy Policy of the EU", *The Ifri Energy Program*, janvier 2008.

SHEA, Jamie, NATO, Director, Policy Planning, Private Office of the Secretary General, entretien, Bruxelles, 23 avril 2008.

SOCOR, Vladimir, "South Stream: Gazprom's new Mega Project", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 25 juin 2007.

SOCOR, Vladimir, "Schroeder's Message to Europe from Moscow", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 12 septembre 2007.

SOCOR, Vladimir, "Nabucco project approaching a real start", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 8 février 2008.

SOCOR, Vladimir, "Sourcing the Nabucco Pipeline to prevail against South Stream", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 8 février 2008.

SOCOR, Vladimir, "South Stream Gas Project Defeating Nabucco by default", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 5 mars 2008.

SOCOR, Vladimir, "Gazprom Achieves An Anschluss of Austria", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 29 mai 2007.

SOCOR, Vladimir, "OMV Joins With Gazprom to Undercut Nabucco", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 29 janvier 2008.

SOCOR, Vladimir, "Nabucco gas Pipeline Project is back on track", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 19 septembre 2007.

SOCOR, Vladimir, "Russia to Increase Purchase Prices For Central Asian Gas: Outlook and Implications", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 17 mars 2008.

SOCOR, Vladimir, "US, EU Energy Policies in Eurasia Collapse", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 31 mars 2007.

SOCOR, Vladimir, "Europeans Remiss on Nabucco, Illusion-prone on South Stream", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 25 juin 2008.

SOCOR, Vladimir, "Kremlin Revises Costs for Expensive South Stream Project", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 31 juillet 2008.

SOCOR, Vladimir, "A Political Summit Might Resuscitate Nabucco project", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 21 juillet 2008.

SOLANA, Javier, "*The External Policy of the European Union*", Conférence annuelle de l'IFRI, Bruxelles, 1er février 2008, 4p.

SMITH, Keith, *Russian Energy Policy and its Challenge to Western Policy Makers*, juin 2007.

TAYLOR, Paul, "US throws weight behind EU's Nabucco pipeline", *Reuters UK*, 22 février 2008.

TAYLOR, Simon, "Georgia conflict could force the EU to unite over energy goals", *European Voice*, 4 septembre 2008.

THUMANN, Michael, "Diversification des sources: la meilleure stratégie pour les relations énergétiques UE-Russie", *IFRI Russie.Nei.Visions*, No. 10d, mai 2006, 15 p.

TOMBERG, Igor, "Medvedev en Serbie: une visite éclair qui en dit long", *RiaNovosti*, 27 février 2008.

UDWIN, Emma, membre du Cabinet de Mme Benita Ferrero- Waldner, entretien, Bruxelles, 30 avril 2008.

VOGEL, Toby, "Will South Stream push EU off course?", *European Voice*, 30 avril 2008.

WIECZOREK, Marta, *The European Union, energy dependence and Russia: A dark future?*, Bruges, 2007, 115 p.

YAKOBASHVILI, Temuri, "The Role of Black Sea region in European Energy Security", CORNELL E., Svante & NILSSON, Niklas (eds.), *Europe's Energy Security: Gazprom's Dominance and Caspian Supply Alternatives*, Central Asia- Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Washington, 2008, 166 p.

ZEGNAL, Judit, "Problems in the Pipeline", *Budapest Business Journal*, 4 avril 2008.

Bruges Political Research Papers / Cahiers de recherche politique de Bruges

No 8 / 2008

Jonas Dreger, The Influence of Environmental NGOs on the Design of the Emissions Trading Scheme of the EU: An Application of the Advocacy Coalition Framework

No 7 / 2008

Thomas Kostera, Europeanizing Healthcare: Cross-border Patient Mobility and Its Consequences for the German and Danish Healthcare Systems

06 / 2007

Mathieu Rousselin, Le Multilatéralisme en Question : Le Programme de Doha pour le Développement et la Crise du Système Commercial Multilatéral

05 / 2007

Filip Engel, Analyzing Policy Learning in European Union Policy Formulation: The Advocacy Coalition Framework Meets New-Institutional Theory

04 / 2007

Michele Chang, Eric De Souza, Sieglinde Gstöhl, and Dominik Hanf, Papers prepared for the Colloquium, "Working for Europe: Perspectives on the EU 50 Years after the Treaties of Rome"

03 / 2007

Erwin van Veen, The Valuable Tool of Sovereignty: Its Use in Situations of Competition and Interdependence

02 / 2007

Mark Pollack, Principal-Agent Analysis and International Delegation: Red Herrings, Theoretical Clarifications, and Empirical Disputes

01 / 2006

Christopher Reynolds, All Together Now? The Governance of Military Capability Reform in the ESDP

College of Europe Studies

Series Editors:

Govaere I. / Hanf D. / Mahncke D. / Pelkmans J.

Order online at www.peterlang.com



PIE - Peter Lang Bruxelles



Europe is in a constant state of flux. European politics, economics, law and indeed European societies are changing rapidly. The European Union itself is in a continuous situation of adaptation. New challenges and new requirements arise continually, both internally and externally.

The *College of Europe Studies* series seeks to publish research on these issues done at the College of Europe, both at its Bruges and its Natolin (Warsaw) campus. Focused on the European Union and the European integration process, this research may be specialised in the areas of political science, law or economics, but much of it is of an interdisciplinary nature. The objective is to promote understanding of the issues concerned and to make a contribution to ongoing discussions.

L'Europe subit des mutations permanentes. La vie politique, l'économie, le droit, mais également les sociétés européennes, changent rapidement. L'Union européenne s'inscrit dès lors dans un processus d'adaptation constant. Des défis et des nouvelles demandes surviennent sans cesse, provenant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

La collection des *Cahiers du Collège d'Europe* publie les résultats des recherches menées sur ces thèmes au Collège d'Europe, au sein de ses deux campus (Bruges et Varsovie). Focalisés sur l'Union européenne et le processus d'intégration, ces travaux peuvent être spécialisés dans les domaines des sciences politiques, du droit ou de l'économie, mais ils sont le plus souvent de nature interdisciplinaire. La collection vise à approfondir la compréhension de ces questions complexes et contribue ainsi au débat européen.

Series Titles:

vol. 9 Pelkmans, Jacques / Hanf, Dominik / Chang, Michele (eds.), *The EU Internal Market in Comparative Perspective*, 2008 (314 p.), ISBN 978-90-5201-424-1 pb.

- vol. 8** Govaere, Inge / Ullrich, Hanns (eds.), *Intellectual Property, Market Power and the Public Interest*, 2008 (315 p.), ISBN 978-90-5201-422-7 pb.
- vol. 7** Inotai, András, *The European Union and Southeastern Europe: Troubled Waters Ahead?*, 2007 (414 p.), ISBN 978-90-5201-071-7 pb.
- vol. 6** Govaere, Inge / Ullrich, Hanns (eds.), *Intellectual Property, Public Policy, and International Trade*, 2007 (232 p.), ISBN 978-90-5201-064-9 pb.
- vol. 5** Hanf, Dominik / Muñoz, Rodolphe (eds.), *La libre circulation des personnes: États des lieux et perspectives*, 2007 (329 p.), ISBN 978-90-5201-061-8 pb.
- vol. 4** Mahncke, Dieter / Gstöhl, Sieglinde (eds.), *Europe's Near Abroad: Promises and Prospects of the EU's Neighbourhood Policy*, 2008 (316 p.), ISBN 978-90-5201-047-2.
- vol. 3** Mahncke, Dieter / Monar, Jörg (eds.), *International Terrorism: A European Response to a Global Threat?*, 2006 (191p.), ISBN 978-90-5201-046-5 / US-ISBN 978-0-8204-6691-0 pb.
- vol. 2** Demaret, Paul / Govaere, Inge / Hanf, Dominik (eds.), *European Legal Dynamics - Dynamiques juridiques européennes*, Revised and updated edition of *30 Years of European Legal Studies at the College of Europe*, 2005 / 2007 (571 p.), ISBN 978-90-5201-067-0 pb.
- vol. 1** Mahncke, Dieter / Ambos, Alicia / Reynolds, Christopher (eds.), *European Foreign Policy: From Rhetoric to Reality?*, 2004 / second printing 2006 (381 p.), ISBN 978-90-5201-247-6 / US-ISBN 978-0-8204-6627-9 pb.